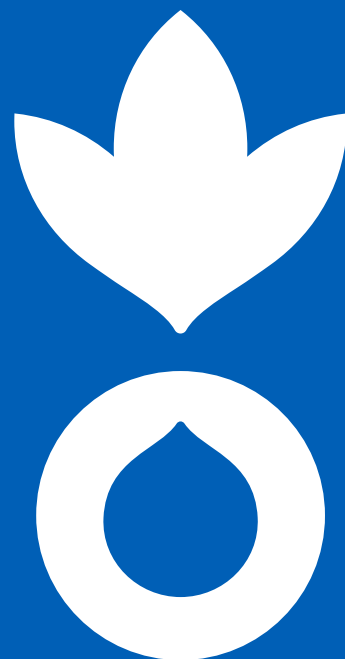


# BULLETIN DE SUIVI DES MICRO-ENTREPRISES SOUTENUES DANS LA MOUGHATAA DE BASSIKOUNOU EN MAURITANIE



## POINTS SAILLANTS

- Amélioration légère de l'épargne et de l'investissement malgré un contexte économique incertain
- Persistance de la dépendance aux subventions des ONG pour financer les activités
- Faible recours aux alternatives privées de financement comme les crédits fournisseurs
- Hausse des besoins en accompagnement personnalisé et en formation en gestion
- Diversification progressive des sources de financement, y compris communautaires



## TABLE DES MATIERES

Points saillants .....	1
Introduction .....	3
Sources de Données.....	3
Plateformes de visualisation et de téléchargement.....	4
Suivi mensuel de la performance des micro-Entreprises.....	5
Statistique sur les entrepreneurs ayant répondu .....	5
Niveau d'activité des micro-entreprises .....	5
Ensemble des secteurs d'activité.....	5
Agriculture.....	6
Artisanat .....	6
Commerce général .....	7
Élevage.....	7
Équipement et énergie solaire .....	8
Services.....	8
Difficultés rencontrées par les entrepreneurs.....	9
Aides aux micro-entreprises.....	10
Outils de gestion des micro-entreprises .....	12
Épargne et investissement pour le développement des micro-entreprises .....	12
Conclusion.....	14
Recommandations .....	14
Informations et contacts .....	15
Financements .....	15

## INTRODUCTION

Ce système de suivi des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou, wilaya de Hod El Chargui en Mauritanie a été élaboré dans le cadre du projet de « Renforcement de la protection et inclusion socio-économique ainsi que la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiés Maliens en Mauritanie » financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La composante « moyens d'existence et inclusion socio-économique » de ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des communautés hôtes et des réfugiés au tissu économique local, de renforcer leur autonomie financière et leur participation active à leur société.

À cet effet, le HCR a soutenu en 2023, la mise en place de 67 micro-entreprises au camp de M'berra et hors-camp. Afin de garantir la viabilité et le développement durable de ces microentreprises, la mission d'ACF en Mauritanie a développé un dispositif numérique de suivi et d'accompagnement de ces entrepreneurs.

Ce système de suivi numérique par Telerivet est mis en œuvre avec le support technique du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ACF-ROWCA).

## SOURCES DE DONNEES

Les données sont collectées au niveau de 56 micro-entreprises réparties dans la moughataa de Bassikounou et en particulier au camp de M'berra (53 micro-entreprises), mais aussi dans les localités de Bassikounou (1) et de Al Adala (2) (Figure 1).

Les micro-entreprises sont regroupées en 6 secteurs d'activités : Agriculture (2), artisanat (4), commerce général (12), élevage (26), équipement et énergie solaire (10) et service (2).

La fréquence de collecte est mensuelle et le questionnaire est adressé directement et automatiquement aux entrepreneurs par SMS. Ce questionnaire comporte une quinzaine d'indicateurs portant sur l'activité de l'entreprise, sur les ressources humaines, sur la rentabilité de l'entreprise, sur la capacité à honorer les dettes, sur les aides demandées et obtenues, sur la capacité et le type d'épargne, sur les problèmes rencontrés incluant l'approvisionnement et sur la capacité d'investissement.

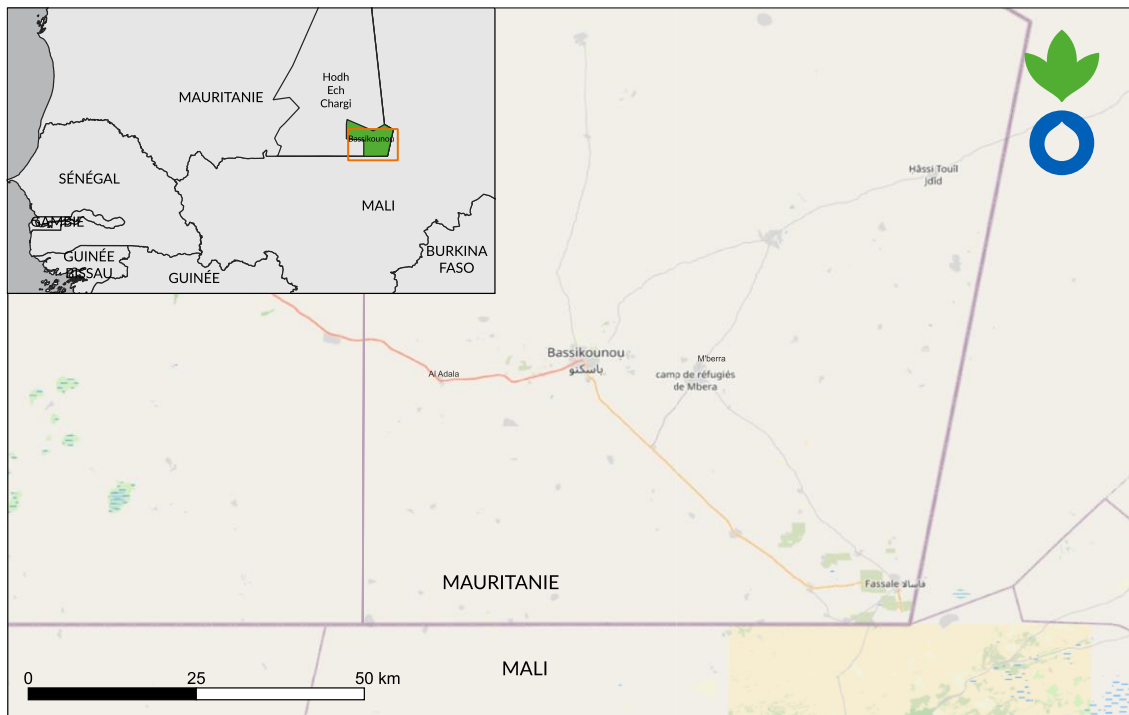


FIGURE 1 – CARTE DE LOCALISATION DES ACTIVITES

## PLATEFORMES DE VISUALISATION ET DE TELECHARGEMENT

Un tableau de bord pour visualisation et analyse des données est mis à jour régulièrement et accessible publiquement au lien suivant :

[Tableau de bord de suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Les données collectées sur le terrain sont téléchargeables sur ce lien :  
Mauritanie : [Données de Suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Ces données sont accessibles librement à des fins humanitaires ou de recherche. L'exploitation commerciale de tout ou une partie de ces données est interdite. Aucune compensation ne peut être exigée en échange de la diffusion de ces données.

Action Contre la Faim (ACF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) doivent être mentionnés lors de l'utilisation de ces données.

## SUIVI MENSUEL DE LA PERFORMANCE DES MICRO-ENTREPRISES

### STATISTIQUE SUR LES ENTREPRENEURS AYANT REPONDU

Pour ce mois de mars 2025, c'est 34 entrepreneurs réfugiés et membres de la communauté hôte (développant des activités génératrices de revenus AGR dans le domaine de l'agriculture, l'artisanat, du commerce général, de l'élevage, des services, de la vente des équipements solaires) qui ont répondu au questionnaire soit 61% de l'ensemble des microentreprises suivies et une hausse de 11% par rapport aux deux premiers mois. Avec une moyenne d'âge de 33 ans, les entrepreneurs interrogés appartiennent majoritairement à une population adulte jeune, en âge de travailler et d'entreprendre avec une légère dominance des femmes soit 53% (Figure 2) témoignant d'un engagement significatif des femmes dans le développement économique local, malgré les contraintes socioculturelles et les obstacles structurels.

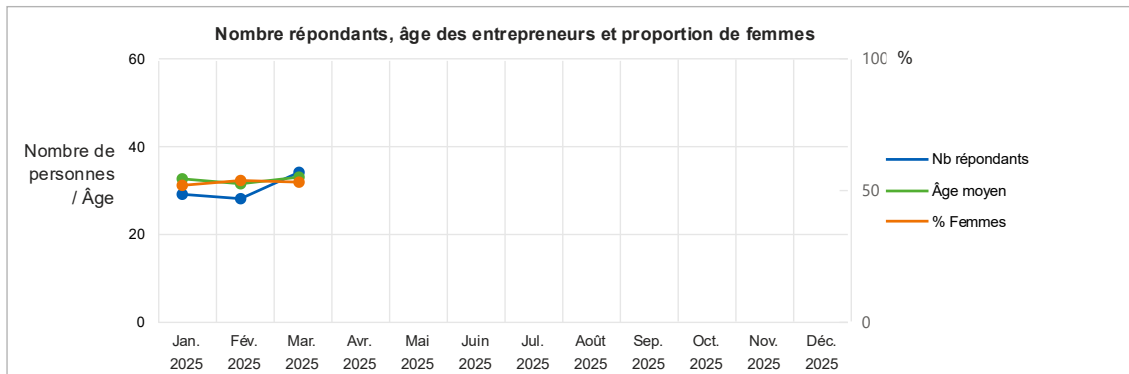


FIGURE 2 - STATISTIQUES SUR LES REPONDANTS

L'effectif moyen des micro-entreprises ayant répondu est de 3 personnes (Figure 3).

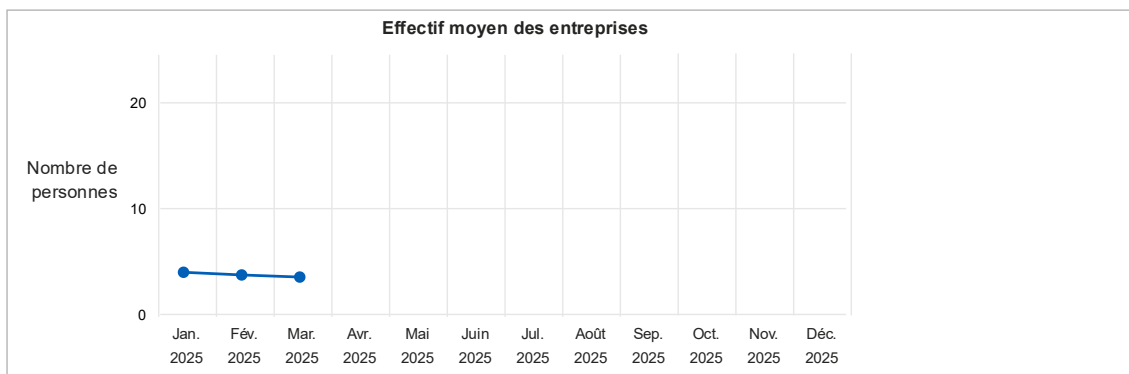


FIGURE 3 - EFFECTIFS DES ENTREPRISES

## NIVEAU D'ACTIVITE DES MICRO-ENTREPRISES

### ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITE

Dans l'ensemble, les niveaux d'activité et de rentabilité des micro-entreprises sont jugés par les entrepreneurs de normaux (moyens) à bons dont principalement sur les secteurs d'activités comme l'agriculture, les services surtout le commerce général et l'élevage

(Figure 4). Les entrepreneurs honorant leurs créances sont en hausse, passant de 69% au mois de **janvier** (69%), 77% au mois de **février**, à 88% au mois de mars indiquant une certaine résilience économique, malgré un environnement souvent marqué par l'instabilité et la dépendance aux aides humanitaires.

L'augmentation de la population du camp de M'berra pourrait être une opportunité pour ces entrepreneurs et expliquer la bonne santé de certaines de ces micro-entreprises, par la hausse de leurs offres de biens et services.

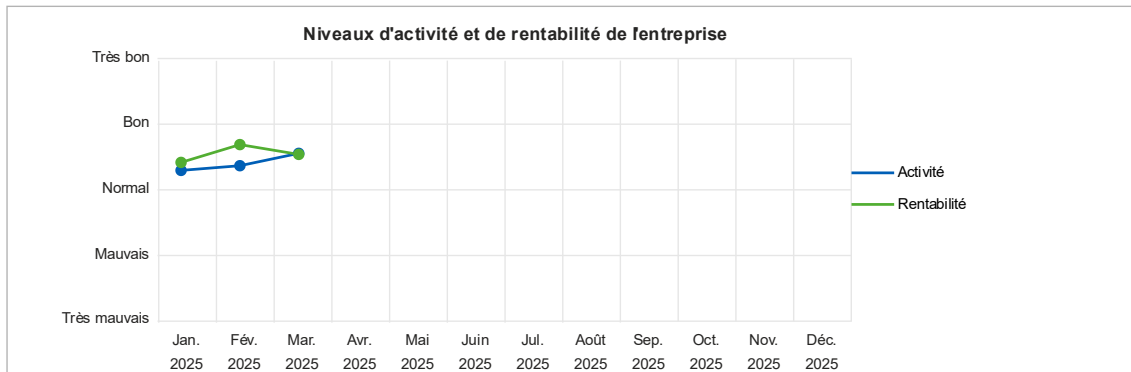


FIGURE 4 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITE CONFONDUS

## AGRICULTURE

Une activité rentable, majoritairement portée par des femmes à travers le maraîchage avec un effectif moyen de 15 femmes par périmètre. Les entrepreneures parviennent à honorer intégralement leurs créances, malgré des défis persistants liés au coût élevé des intrants, à la main-d'œuvre onéreuse et à l'absence d'un système structuré d'épargne. Le manque d'accès au financement supplémentaire limite également leur capacité d'expansion et d'investissement. Pour leur expansion, elles sollicitent l'accompagnement de l'Etat et des ONG.

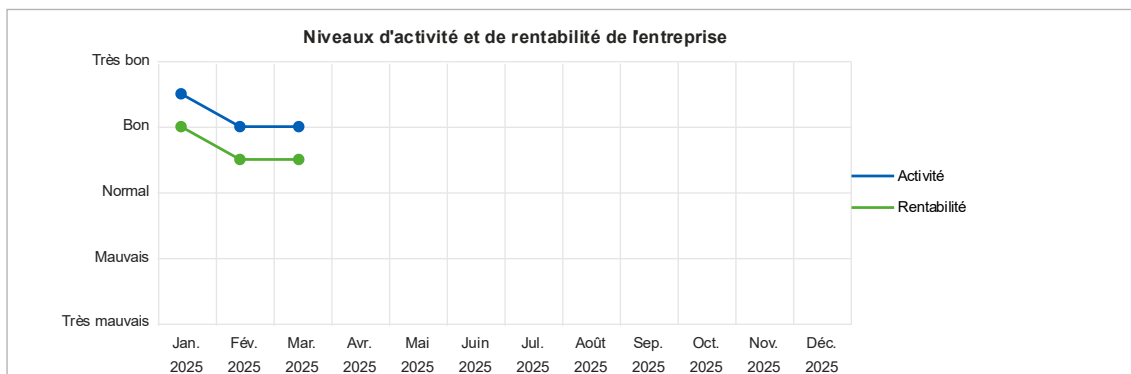


FIGURE 5 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

## ARTISANAT

Les micro-entreprises proposant des produits artisanaux à la population présentent une bonne rentabilité ce mois de mars par rapport au mois de **février** où la performance était moyenne. Cette amélioration s'explique par avec une bonne utilisation des outils de gestion et une capacité d'épargne qui favorise le réinvestissement. La formation dispensée par le Centre de Formation Technique et Professionnelle (CFTP) de M'berra et des services financiers ont renforcé les compétences techniques des artisans. Même si,

67% des entrepreneurs de ce secteur honorent leurs engagements, la viabilité financière reste fragile avec le niveau élevé de la dette des clients (67%) et le coût élevé des matières premières. La taille réduite des micro-entreprises (en moyenne trois employés) limite également leur développement.

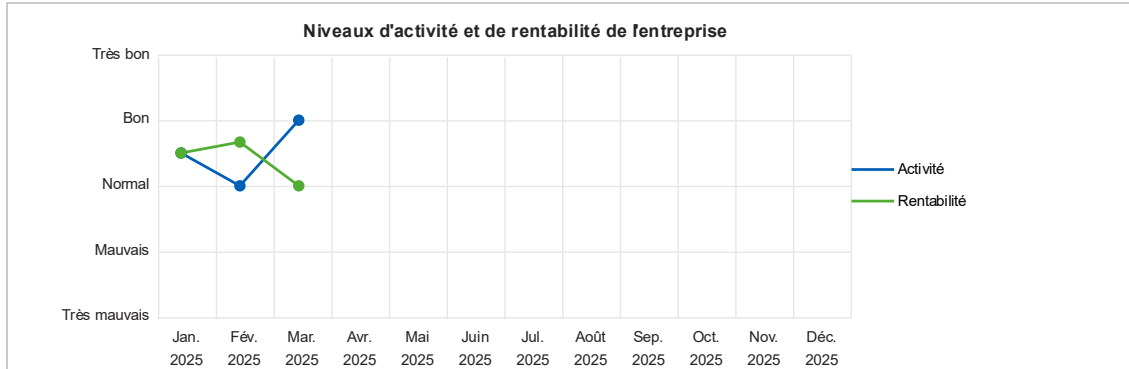


FIGURE 6 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

## COMMERCE GENERAL

Les micro-entreprises offrant des produits divers ont connu une marge de progression par rapport au mois de **janvier** et **février** présentent une rentabilité élevée, avec une gestion rigoureuse des stocks grâce aux carnets de suivi réalisé par 75% des commerçants. L'ensemble des entrepreneurs (100%) parviennent à honorer leurs créances grâce à l'épargne personnelle, le soutien familial et le micro-crédit. Toutefois, ils font face à des défis majeurs : dette des clients, difficultés d'approvisionnement, flambée incontrôlée des prix et accès limité au financement. La forte concurrence du secteur constitue également une menace importante (50% des réponses) pour ces micro-entreprises.

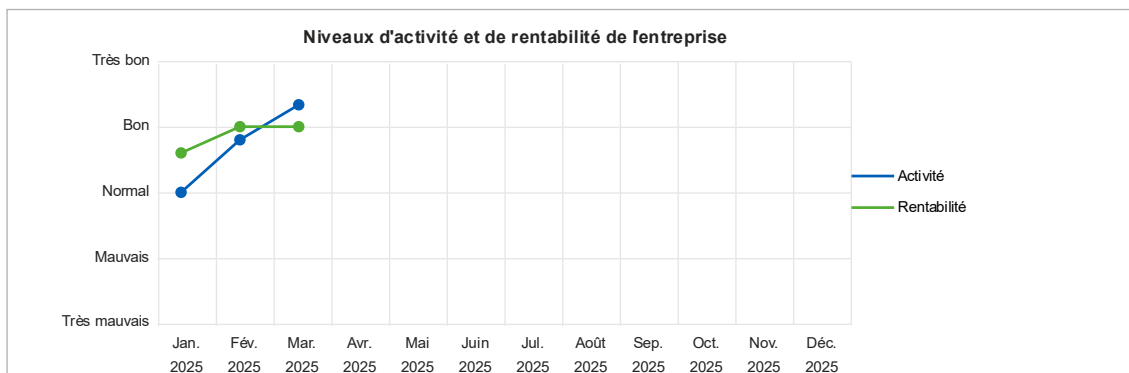


FIGURE 7 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE GENERAL

## ÉLEVAGE

Les micro-entreprises exerçant dans le domaine de l'élevage présentent une rentabilité élevée ce mois de mars, avec 88% des éleveurs capables de rembourser leurs créances ce qui est une nette évolution par rapport au mois de **janvier** (69%) et **février** (77%). Ce secteur, dominé par les hommes (53% des entrepreneurs), bénéficie à la fois de ressources internes (épargne personnelle, tontine) et d'un appui externe (subventions des ONG et les banques). Une proportion significative des acteurs (63%) réinvestit dans l'activité grâce à l'épargne. Cependant, la hausse du prix des animaux, l'accès aux

infrastructures hydrauliques, la dette des clients et la forte concurrence freinent le développement du secteur, dans cette zone.

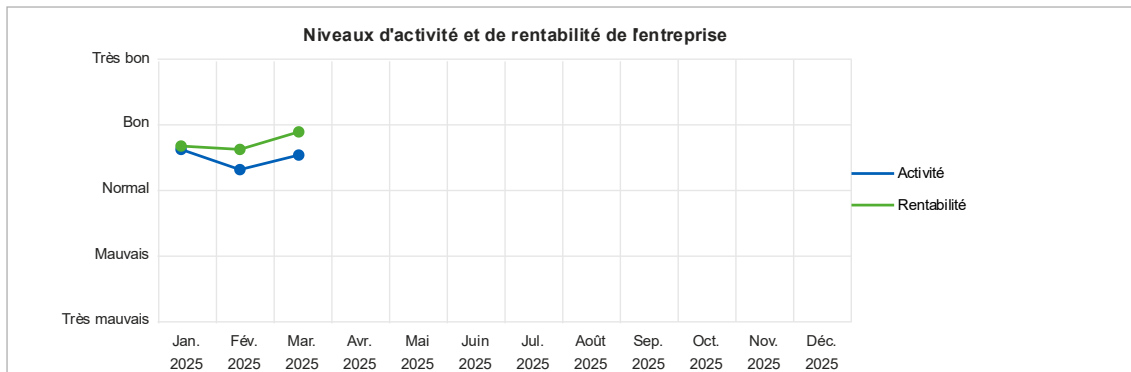


FIGURE 8 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ELEVAGE

## ÉQUIPEMENT ET ENERGIE SOLAIRE

Un secteur à faible rentabilité malgré un renforcement de capacité réalisé avec le CFTP car la plupart des entrepreneurs ne parviennent pas à honorer leurs créances (juste 20% y parviennent), avec 20% de femmes impliquées. La qualité des produits, la saturation du marché et la difficulté à écouler les stocks constituent des obstacles majeurs. La population disposant d'un pouvoir limité pour l'acquisition de ces équipements solaires préfère se tourner vers des produits de première nécessité. De plus, la dépendance aux subventions des ONG pour l'investissement rend ce secteur vulnérable à la pérennisation des activités. Toutefois, ce secteur présente un fort potentiel au camp de M'berra qui n'est pas raccordé au réseau national d'électricité.

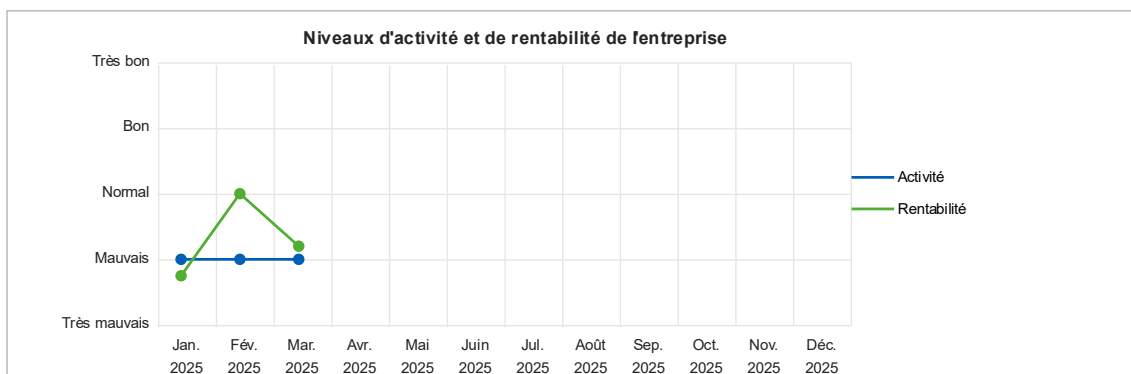


FIGURE 9 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'EQUIPEMENT DE L'ENERGIE SOLAIRE

## SERVICES

Ce secteur connaît une rentabilité moyenne ce mois de mars par rapport au mois de février où c'était élevée. La totalité des entrepreneurs réussissent à honorer leurs créances et utilisent des outils de gestion. Le financement du développement de ces micro-entreprises repose principalement sur des ressources personnelles et le soutien financier de la famille. Le recours aux institutions bancaires constitue également une source de financement complémentaire. Au cours du mois de mars, les principales contraintes identifiées concernent la fidélisation de la clientèle et la lenteur du processus d'approvisionnement, qui entravent la progression de cette activité économique.



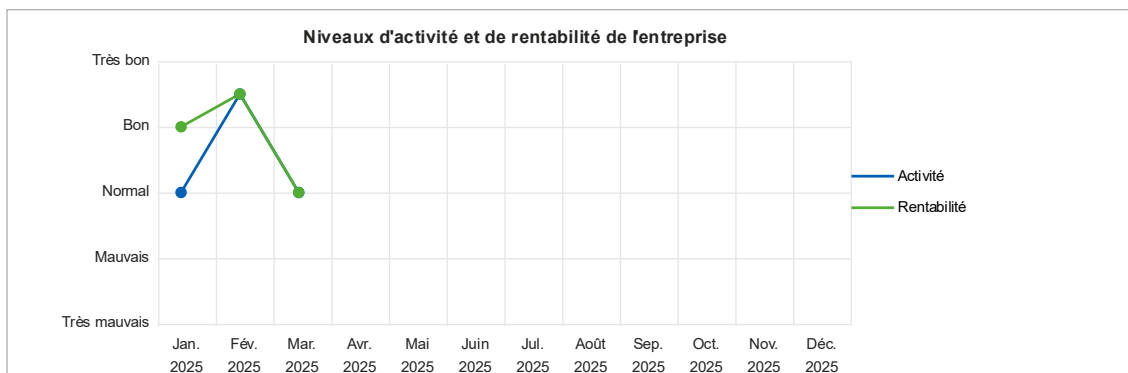


FIGURE 10 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DES SERVICES

## DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES ENTREPRENEURS

Les difficultés rapportées concernant l'approvisionnement en matières premières touchent principalement les prix des intrants jugés de plus en plus élevés par 55% des entrepreneurs ce mois contre 40% au mois de février et 52% en janvier un facteur aggravé par les coûts de transport, la dépendance aux fournisseurs extérieurs, les ruptures de stock et pénuries (6% des entrepreneurs) et la lenteur de la chaîne de ravitaillement des entrepreneurs (10%) (Figure 11) lié au caractère enclavé du camp de M'berra. Près de 52% des entrepreneurs rapportent aucune difficulté liée à l'approvisionnement, s'expliquant par la nature de leurs activités génératrices de revenus notamment dans le secteur des services ou de l'artisanat local moins affectées par ces contraintes logistiques.

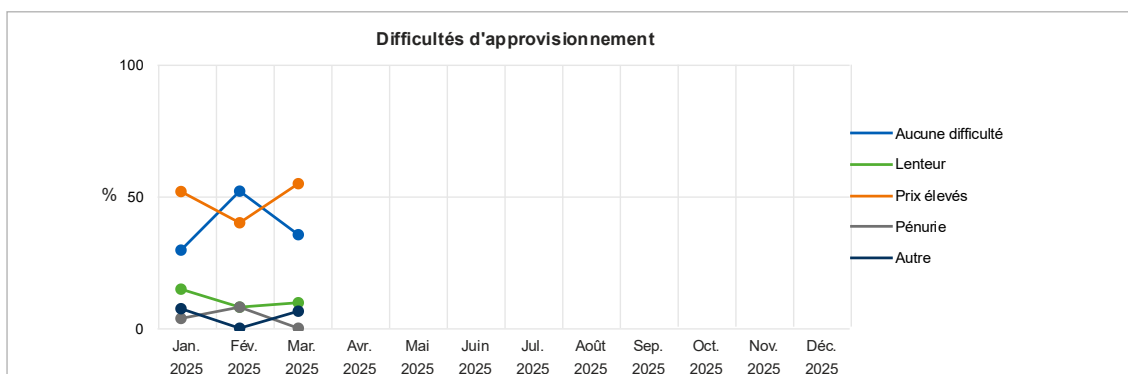


FIGURE 11 - DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT

Outre les difficultés d'approvisionnement, d'autres contraintes majeures ont été relevées. Les résultats de ce suivi montrent que 29% des entrepreneurs soit une augmentation de 7% par rapport au mois précédent déclarent être confrontés à des problèmes liés à l'endettement de la clientèle et à une forte concurrence (surtout l'élevage, le commerce et la vente d'équipement solaire). Cette situation s'inscrit dans un contexte local caractérisé par un pouvoir d'achat limité et une forte prévalence des mécanismes de crédit informels. Par ailleurs, 19% des répondants signalent que le coût élevé de la main d'œuvre représente un obstacle significatif au bon fonctionnement de leurs activités (Figure 12). En outre, 16% des entrepreneurs mentionnent des difficultés d'accès au financement, ce qui constitue un frein majeur à l'expansion des activités économiques et à l'investissement productif. La quasi-absence de structures financières adaptées telles que les institutions de microfinance ou les dispositifs de crédit solidaire limite considérablement la capacité d'investissement des acteurs économiques. La majorité de ces entrepreneurs ne disposent pas de capital personnel et dépendent

fortement des subventions échelonnées fournis par le HCR. Cette dépendance pose des enjeux en matière de durabilité, notamment en cas de retard ou d'interruption des financements.

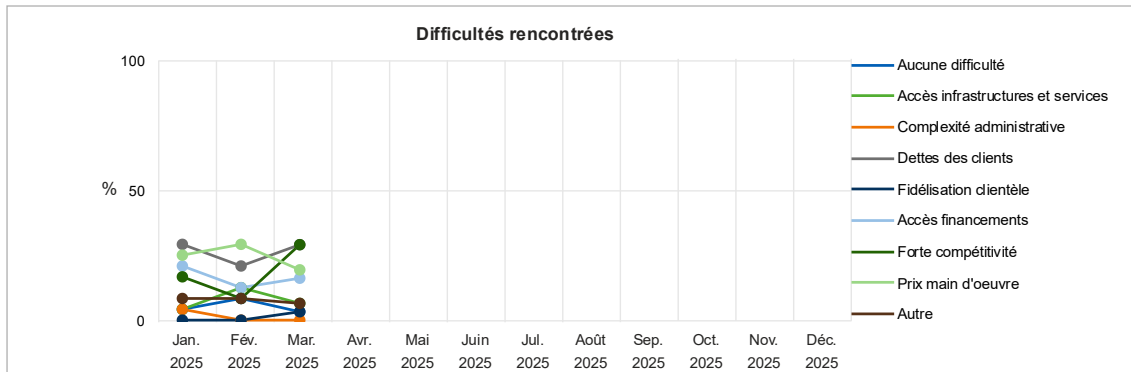


FIGURE 12 – DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES ENTREPRISES AUTRES QUE L'APPROVISIONNEMENT

Concernant la gestion des créances, les résultats de ce suivi révèlent une progression mensuelle positive : 71% des entrepreneurs en janvier, 78 % en février puis 79% en mars déclarent que leurs entreprises parviennent à honorer leurs engagements financiers. Cette tendance traduit une relative stabilité de la situation financière pour une majorité d'entre eux. Néanmoins, 21% des micro-entreprises continuent de faire face à des difficultés de paiement (Figure 13) témoignant d'une fragilité structurelle et d'une forte dépendance à des flux de trésorerie souvent instables et imprévisibles.

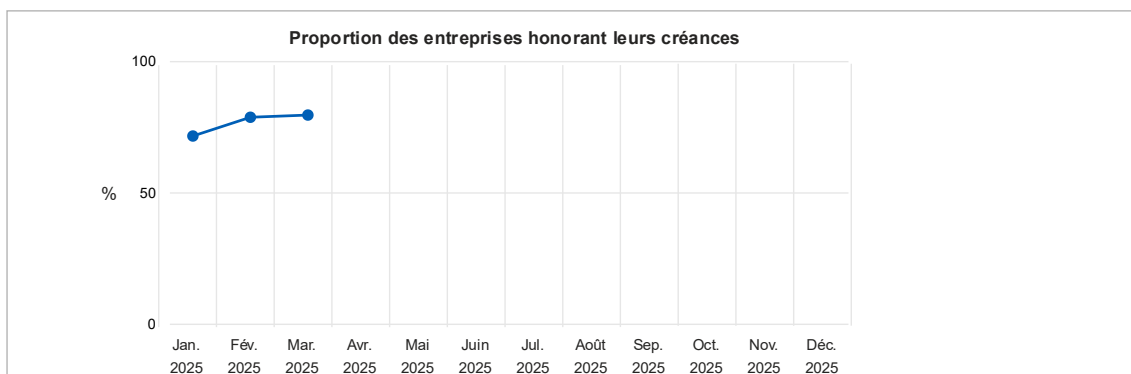
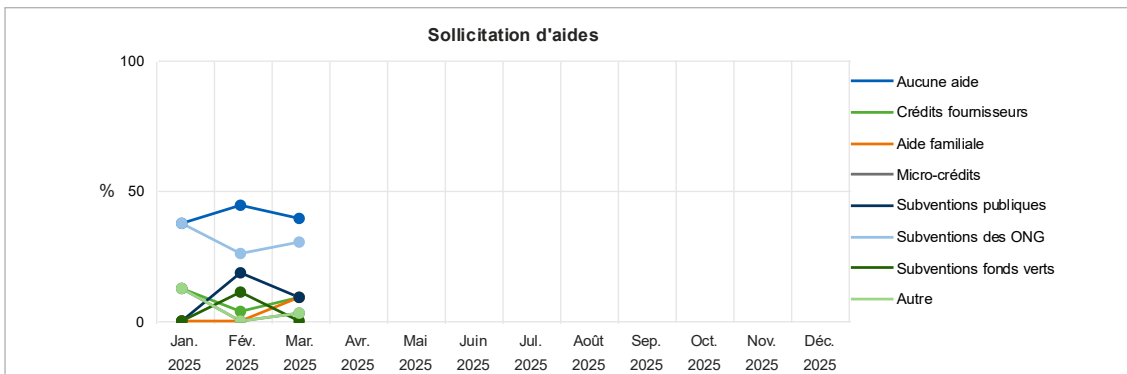


FIGURE 13 - ENTREPRISES EN DIFFICULTES DE PAIEMENT

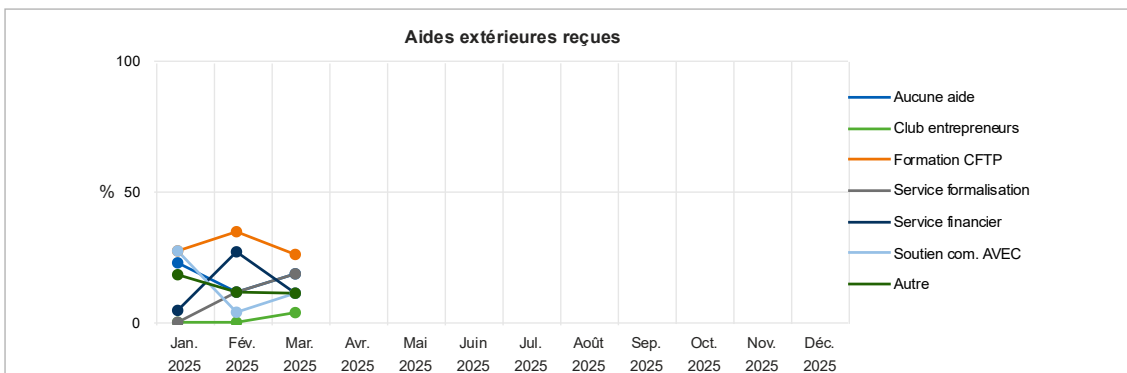
## AIDES AUX MICRO-ENTREPRISES

L'accès aux mécanismes de soutien pour les entrepreneurs demeure marqué par de fortes disparités. Environ, 40% des entrepreneurs n'ont sollicité aucune forme d'appui traduisant une volonté d'autonomie vis-à-vis des financements externes. En revanche, près 60% ont eu recours à un soutien avec la répartition suivante : 30% ont sollicité de des subventions d'ONG révélant une certaine dépendance à l'aide humanitaire pour développer leurs activités. Par ailleurs, 9% ont fait recours à d'autres sources telles que des subventions publiques, des crédits des fournisseurs et l'aide familiale. Cette configuration met en évidence une utilisation encore marginale des dispositifs de financement formel, notamment ceux relevant du secteur bancaire ou de la microfinance (Figure 14).


**FIGURE 14 - AIDES SOLLICITEES**

En ce qui concerne les appuis externes, la répartition est la suivante : 25 % des entrepreneurs ont bénéficié d'une formation technique dispensée par le Centre de Formation Technique et Professionnel (CFTP), 19 % ont reçu un appui à la formalisation de leurs activités, 11 % ont eu recours aux services des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et 4 % ont été soutenus par le club des entrepreneurs. Cette dynamique met en lumière le rôle central des initiatives locales dans le renforcement des capacités entrepreneuriales et la promotion de l'autonomie économique.

En parallèle, l'accès aux services financiers formels a connu une baisse : seuls 11 % des entrepreneurs y ont eu recours, contre 27 % en février et 6 % en janvier. Cette évolution révèle toutefois une progression globale vers une meilleure inclusion financière, levier essentiel pour la viabilité et la croissance des activités économiques.


**FIGURE 15 - AIDES REÇUES**

## OUTILS DE GESTION DES MICRO-ENTREPRISES

L'utilisation d'outils de gestion représente un indicateur clé de la structuration et de la viabilité des microentreprises. Toutefois, une baisse notable est observée : 62 % des entrepreneurs déclaraient utiliser ces outils en **janvier**, contre 42 % en **février** et 48 % en mars. Cette tendance traduit des difficultés d'appropriation et de pérennisation des bonnes pratiques de gestion.

Par ailleurs, la proportion d'entrepreneurs disposant d'outils mais ne les utilisant pas diminue, passant de 31 % en février à 13 % en mars. Cette évolution suggère un besoin d'appui renforcé en matière de formation et de coaching pour favoriser l'optimisation des outils existants et améliorer la prise de décision stratégique.

Enfin, 39 % des entrepreneurs ne disposent d'aucun outil de gestion, ce qui met en évidence un défi structurel persistant lié au manque d'éducation financière, à l'absence de formalisation des activités et à la faible structuration des microentreprises.



FIGURE 16 - UTILISATIONS DES OUTILS DE GESTION

## ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

L'accès à l'épargne et aux capacités d'investissements varie significativement parmi les entrepreneurs interrogés. La proportion de ceux ne disposant d'aucune épargne a connu des fluctuations notables : elle a chuté de 40% en **janvier** à 15% en **février**, traduisant une amélioration temporaire de leur résilience financière avant de remonter à 38% en mars, ce qui reflète une vulnérabilité persistante face aux imprévus. Parallèlement, 45% des entrepreneurs ont adopté un système d'épargne personnel contre 38% en mars, soit une progression de 7% par rapport au mois précédent illustrant une tendance positive vers une meilleure autonomie financière. En complément, 7% des répondants ont recours à des mécanismes traditionnels d'épargne collective, tels que les tontines.

Cette évolution souligne une relance des mécanismes d'épargne informels et communautaires, particulièrement adaptés aux contextes où l'accès aux services financiers formels reste limité. Ces dynamiques témoignent d'une adaptation progressive des entrepreneurs face aux contraintes financières, favorisant ainsi une meilleure résilience économique.

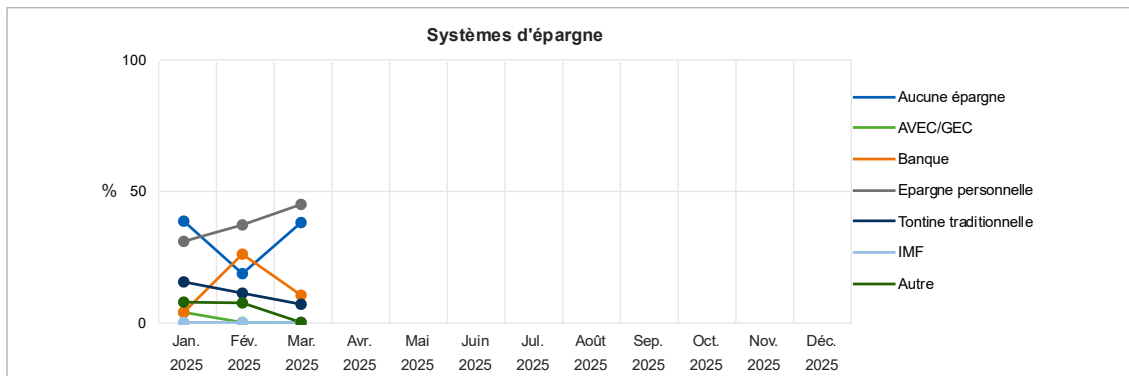


FIGURE 17 - SYSTEME D'EPARGNE UTILISE PAR LES ENTREPRENEUR

L'investissement dans les microentreprises présente des dynamiques contrastées. En mars 41% des entrepreneurs n'ont réalisé aucun investissement contre 33% le mois précédent. Cette hausse peut refléter des contraintes persistantes, notamment un accès limité aux ressources financières et un contexte économique incertain, freinant la capacité de prise de risque (Figure 18).

Par ailleurs, la dépendance aux subventions des ONG comme source de financement connaît une légère baisse, passant 27% en février à 26% en mars. Cette évolution pose la question décisive sur la viabilité des activités une fois les appuis humanitaires épuisés. Dans cette optique, 19% des entrepreneurs s'appuient sur des fonds personnels ou familiaux, ce qui souligne l'importance de promouvoir des dispositifs de financement endogènes et de proximité pour limiter la dépendance aux soutiens extérieurs.

Enfin, 4% des entrepreneurs ont accédé à des crédits fournisseurs. Bien que cette pratique reste marginale, elle témoigne d'une lente émergence de solutions de financement privé. La diversification des sources de financement demeure un levier stratégique essentiel pour consolider la pérennité et accompagner la croissance des microentreprises dans un environnement économique instable.

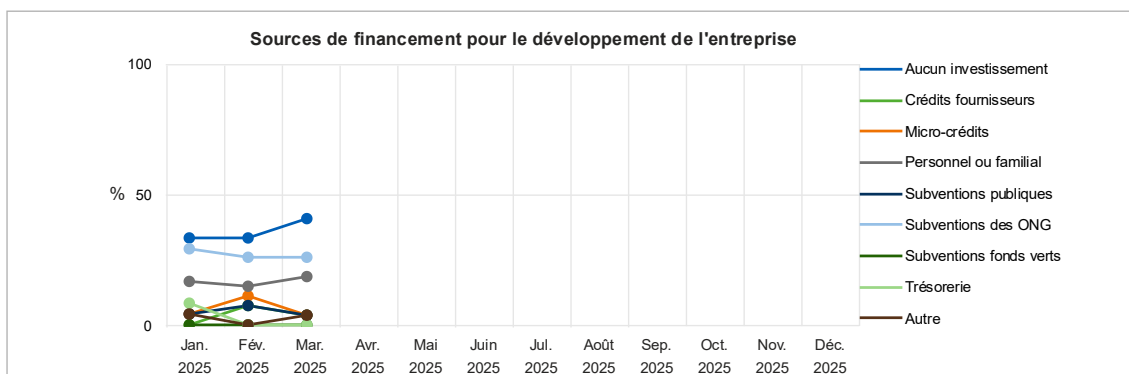


FIGURE 18 - SOURCES DE FINANCEMENT UTILISEES POUR LE DEVELOPPEMENT

## CONCLUSION

L'analyse des données de suivi des performances des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou en mars 2025 met en lumière à la fois des avancées encourageantes et des défis persistants. Si certaines entreprises témoignent d'une amélioration de leur rentabilité, d'une meilleure gestion de la trésorerie et d'un recours important à l'épargne personnelle, la majorité reste confrontée à des contraintes structurelles. Parmi celles-ci figurent l'accès limité aux financements formels, la faible adoption des outils de gestion, les difficultés liées à la fidélisation de la clientèle et à l'approvisionnement, ainsi qu'une dépendance encore marquée aux subventions humanitaires. Ces éléments soulignent la nécessité de renforcer les capacités techniques, la structuration des initiatives économiques locales et la résilience financière des entrepreneurs, pour garantir la durabilité et la croissance de leurs activités dans un environnement économique fragile.

## RECOMMANDATIONS

Pour améliorer la performance, l'autonomie et la durabilité des microentreprises dans la Moughataa de Bassikounou, les actions suivantes sont proposées :

- Former et accompagner les entrepreneurs : offrir des formations pratiques et continues sur la gestion financière, le marketing local, la tenue de comptabilité simple et l'usage d'outils de gestion. Ces formations doivent être adaptées au niveau de chaque entrepreneur et accompagnées par un système de mentorat ou de coaching individuel pour un appui personnalisé à la prise de décision, à la structuration et au développement des activités.
- Faciliter l'accès au financement : développer des partenariats avec les institutions locales de microfinance (CAPEC, Jikké...) et promouvoir les solutions de financement communautaires telles que les tontines, les AVEC, les crédits fournisseurs ou les microcrédits solidaires, afin de diversifier les sources de financement disponibles.
- Favoriser l'autonomie financière : encourager les initiatives d'épargne programmée, de financement familial structuré ou de création de coopératives, pour réduire la dépendance aux subventions extérieures et renforcer la capacité des entrepreneurs à autofinancer leurs activités.
- Améliorer l'approvisionnement et l'accès aux marchés : soutenir la mise en place de groupements d'achats ou de mutualisation logistique afin de réduire les coûts d'intrants, limiter les ruptures de stock et faciliter l'accès aux marchés locaux et régionaux.
- Structurer et professionnaliser les microentreprises : accompagner les entrepreneurs dans les démarches de formalisation (enregistrement légal), créer des clubs d'entrepreneurs pour le partage d'expériences, et les connecter aux acteurs économiques du territoire pour favoriser les opportunités de croissance.

## INFORMATIONS ET CONTACTS

Pour plus d'informations merci de visiter les sites :

- [www.sigsahel.info](http://www.sigsahel.info) pour accéder aux bulletins

Pour obtenir plus d'informations sur les données ou les méthodes utilisées, veuillez contacter :

- Idriss Niang (ACF-Mauritanie) – [iniang@mr.acfspain.org](mailto:iniang@mr.acfspain.org)
- Aliou Wane (ACF-Mauritanie) – [awane@mr.acfspain.org](mailto:awane@mr.acfspain.org)
- Rotam Kameldy (ACF-Mauritanie) – [rkamledy@mr.acfspain.org](mailto:rkamledy@mr.acfspain.org)
- Chérif Assane Diallo (ACF-ROWCA) – [cadio@wa.acfspain.org](mailto:cadio@wa.acfspain.org)
- Eve-Marie Lavaud (ACF-ROWCA) – [elavaud@wa.acfspain.org](mailto:elavaud@wa.acfspain.org)
- Erwann Fillol (ACF-ROWCA) – [erfillol@wa.acfspain.org](mailto:erfillol@wa.acfspain.org)

## FINANCEMENTS

Ce projet est rendu possible par le financement du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

